

de travail un grand nombre de personnes dans le pays, et s'il y a jamais ou un temps où l'on devrait pousser aussi activement que possible l'exécution, non-seulement de ces travaux, mais aussi du chemin de fer du Pacifique et d'autres grands travaux publics, c'est bien maintenant. Nos villes sont romplies de gens qui demandent de l'emploi à grands cris, et aujourd'hui que leurs familles sont dans la détresse, on devrait presser l'achèvement de ces travaux. Une autre raison pour laquelle on devrait faire la chose, c'est que par suite du manque d'emploi et de la baisse des prix, ces travaux peuvent être exécutés à bien meilleur marché que plus tard, lorsque nous pourrions de cette prospérité que nous a prédite mon honorable ami.

Avec la prospérité renaissante viendra la hausse dans les prix de la main-d'œuvre et des matériaux; et si j'avais à proposer un amendement aux résolutions, ce que je compte n'être pas obligé de faire, il pourrait être ainsi conçu: que cette Chambre espère que, malgré la stagnation actuelle des affaires et malgré les sommes déjà dépensées pour ces travaux, le gouvernement sera en état de les terminer prochainement. J'espérais qu'avec le crédit dont jouit le Canada, et l'avantage qu'il a d'avoir à son service les hautes aptitudes de l'honorable ministre des Finances, le gouvernement pourrait terminer ces travaux. C'est le devoir du gouvernement d'aller en ce sens jusqu'aux limites du possible pour sortir le pays de l'impasse actuelle; et je regrettais profondément, de même que la Chambre et le pays le regretteraient aussi, que l'état du revenu ne permit pas les dépenses nécessaires à cette fin.

La Chambre est heureuse que les recettes aient été si considérables sur l'Intercolonial. L'Opposition est sûre que le succès du chemin doit être une source de contentement pour le premier ministre, car il doit y voir la confirmation de ce qu'il prédisait et le couronnement des efforts qu'il a faits pour la défense de l'entreprise en 1865. Ce doit être pour le premier ministre comme pour moi une grande satisfaction que de voir aujourd'hui nos espérances d'alors plus que réalisées sous ce rapport.

Tout Canadien ami de son pays a dû

être fier du succès remporté par le Canada à l'exposition de Philadelphie. Ce succès a démontré au monde entier, mais surtout à nos compatriotes, ce que nous sommes en mesure de produire dans les arts et manufactures. Il est vrai, néanmoins, que le bénéfice qu'en a retiré le Canada quant à ce qui regarde le marché américain, a été très-minime.

M. Bright disait, il y a deux ans, qu'il ne valait guères la peine d'envoyer des produits de manufacture à une exposition tenue dans un pays qui exclut de ses marchés tous produits manufacturiers étrangers. Le fait est que le Canada a peu gagné en exposant ses produits, quand à ce qui concerne son commerce avec les Etats-Unis. Si cette exposition a eu un résultat quelconque, c'est de donner aux manufacturiers américains plus d'ardeur que jamais pour s'opposer à tout changement dans le tarif de leur pays. Mais bien que l'avantage gagné sur le marché des Etats-Unis n'est pas considérable, celui d'avoir pu exposer des produits dans un endroit qui s'est trouvé à cette époque le rendez-vous de gens venant de toutes les parties du monde, a réellement été merveilleux; et je me joins à l'honorable député de Wellington Sud pour féliciter le pays, la Chambre et nos manufacturiers sur les nouveaux marchés ouverts aujourd'hui au commerce canadien dans des pays qui ne sont plus seulement ceux de l'Amérique du Nord.

Je n'ajouterai qu'une simple remarque au sujet des compliments faits aux commissaires chargés de l'organisation. Les opinions sont partagées quant à ces messieurs. Le choix des uns a été bon, celui des autres a pu laisser à désirer, et si l'exposition, quant à ce qui concerne le Canada, a été un succès, ce succès a été en dépit des extraves mises sur les pas des exposants par quelqu'un, si non quelques uns des commissaires.

Quant au paragraphe relatif à l'exposition de Sydney, la Chambre pourrait peut-être le trouver un peu trop impérieux, car il annonce que le gouvernement a pris les mesures voulues, laissant à la Chambre le soin d'en payer les frais. Il aurait fort bien pu dire que la Chambre serait appelée à se prononcer sur les arrangements à prendre de même qu'à voter le crédit qu'ils nécessiteront.